



Se former face aux attentats

Attentats et prises d'otages avec nombreux blessés par balles : à menace nouvelle, formations et exercices nouveaux. Exemples à Toulouse (Haute-Garonne) et à Nancy (Meurthe-et-Moselle).



Groupe d'extraction SP en formation

À Toulouse (Haute-Garonne), une formation de coordination des forces de l'ordre et des équipes de secours a été mise en place. Des sapeurs-pompiers se spécialisent dans l'extraction de victimes.

Reportage Thomas Bex

Lundi matin, 8 heures. En ce premier jour de formation Grex (Groupe d'extraction), les stagiaires se rassemblent en salle de cours. Tous connaissent le thème de la semaine : le Groupe d'extraction, qui est en cours de constitution en Haute-Garonne, aura

vocation à extraire des victimes sur un attentat et à les transporter jusqu'au point de rassemblement des victimes (PRV) en zone sécurisée. Beaucoup de questions sont dans toutes les têtes. Les sujets qui vont être abordés durant cette session sont nouveaux et délicats.

Quelques heures plus tard, les bases sont posées. Tout d'abord avec la présentation des formateurs, deux binômes, l'un du RAID, l'autre du GIGN, mais aussi avec des rappels sur la doctrine opérationnelle. Les stagiaires ont également pris connaissance de leur placement sur l'opération. « L'objectif n'est pas de travailler en zone rouge, d'exclusion, où seules les forces de l'ordre de niveau 3 interviennent (voir encadré, ndlr) », insiste le capitaine Jérôme Le Coq, responsable du Grex 31. « Nous serons en zone contrôlée, sécurisés par des niveaux 2. Nous n'allons pas n'importe où, et nous ne sommes pas livrés à nous-mêmes. » Les stagiaires découvrent ensuite le matériel dont ils vont rapidement s'équiper.

Des échanges riches

Une pluie fine tombe sur les visières pare-éclats. Postés devant un bâtiment désaffecté, les stagiaires attendent le feu vert des forces de l'ordre en armes, puis foncent sous leur protection chercher des blessés à l'intérieur de l'édifice.

Les manœuvres s'enchaînent, suivies de longs temps de débriefings et d'échanges. « Lorsque vous entrez dans une pièce obscure, pour scanner instantanément l'intégralité du volume, éclairez le plafond et le halo de lumière illuminera tout, plutôt que d'essayer de faire un mauvais balayage avec le faisceau de votre lampe », observe un opérateur du RAID. Les conseils font mouche. Les stagiaires boivent les paroles. « On apprend beaucoup, y compris au-delà du "risque attentats". Nos métiers sont complémentaires, partageant bien souvent des contraintes identiques. Et ces unités spéciales nous transmettent de nombreuses informations qui nous sont utiles pour notre métier, par exemple lors d'intervention en VSAV

en présence d'arme à feu, aussi bien sur des agressions que sur des suicides. »

Une formation au contenu vaste

La formation se poursuit. La découverte des techniques et du matériel alterne avec de nombreuses manœuvres, donnant ainsi des solutions aux difficultés rencontrées par les stagiaires. Chaque entité apporte sa pierre à l'édifice. Sur les manœuvres, l'aspect tactique est pris en considération par les forces de l'ordre, alors que le secourisme est commenté par des sapeurs-pompiers. Pour les plaies balistiques, un médecin du SSSM se charge du point de vue médical tandis qu'un agent du GIGN complète son propos en présentant les écrans de protection. « Il n'y a pas de mélange des genres », confirme le commandant de l'antenne du GIGN. « Nous n'intervenons pas sur les considérations de secourisme, qui sont du domaine des SP, tout comme nous ne verrons pas un soldat du feu avec un fusil. »

La thématique des plaies par balles est abordée avec attention. « On a déjà vu une balle entrer par la clavicule et ressortir par le talon », prévient un médecin. « Particulièrement pernicieuses, les munitions peuvent rebondir sur les os en changeant plusieurs fois de trajectoire dans le corps, et faire de très graves lésions, alors que l'on observe juste un minuscule trou d'entrée semblable à un petit coup de scalpel, qui est d'autant moins impressionnant qu'il n'est pas forcément hémorragique. » Mieux que la vidéo présentée en début de stage, une sortie au stand de tir permet d'appréhender les moyens de protection. « Sur une voiture, seul le bloc-moteur arrête à coup sûr les balles », prévient un policier du RAID. « Le pare-brise ne dévie pas ces projectiles, même de petit calibre, mais les petits bris de verre entraînés avec la balle créent un criblage très important. » Une feuille de papier située derrière la vitre est présentée aux stagiaires, lacérée par le verre après le tir du policier. « Attention aussi à ne pas confondre un endroit où je suis protégé et un endroit où je suis simplement caché ! De nombreux éléments de construction sont bien moins protecteurs que l'on peut le penser. » Tir à travers une porte de voiture et sur un parpaing avec des armes de différents calibres

Sur les manœuvres, l'aspect tactique est pris en considération par les forces de l'ordre, alors que le secourisme est commenté par des SP.

viennent illustrer le propos de la meilleure des manières. « Il est indispensable d'avoir ces connaissances en balistique », reprend le capitaine Le Coq. « Cela nous permet en premier lieu de ne pas nous exposer. Dans un second temps, nous pouvons appréhender le problème avec clairvoyance, en utilisant au mieux les obstacles urbains ou les gilets pare-balles. »

Matériel spécialisé

Dans le domaine du secourisme, la contribution de sapeurs-pompiers ayant des compétences en secours au combat, par leur passé militaire ou leur engagement sous les drapeaux en tant que réservistes, apporte un regard complémentaire à celui des médecins du SSSM. « Nous avons importé de nombreuses techniques et matériels qui proviennent du monde militaire », confirme un caporal, moniteur de secourisme SPP, formateur de secours au combat et ancien des forces spéciales de l'armée

de l'air. « Le gros du matériel spécifique est pour l'instant du matériel de brancardage et d'extraction, afin d'emmener les victimes au PRV où elles seront prises en charge. Nous utilisons par exemple des brancards d'extraction comme le foxtrot litter, qui ressemble à un portoir souple ; il est semi-rigide et peut être trainé au sol, y compris sur des surfaces défoncées ou dans des escaliers. On peut le manœuvrer seul ou à deux, mais sur des longues distances son emploi est plus difficile. On privilégie alors pour l'évacuation des brancards à roulettes ou des plans durs modifiés, à roulettes également ou fixés sur un diable, car la distance à couvrir peut être très longue jusqu'au PRV. » Peu de gestes de l'avant sont pratiqués, sauf la pose de garrots. Une seule exception s'applique à ce « secourisme minimum » : en cas de fermeture indésirable du corridor d'extraction. « Nous pratiquons alors des gestes de damage control à l'aide de matériel contenu dans des poches de cuisse,



Niveaux de forces

En cas d'attaque terroriste, les forces de l'ordre se divisent en trois niveaux d'engagement.

1. Les policiers et gendarmes de terrain qui patrouillent et sécurisent au quotidien. Ils auront pour mission de sécuriser le périmètre de l'intervention.
2. Les BAC, CRS (et les SPI4G), la BRI (sauf à Paris), et les PSIG, pour ne citer que les principales unités. Ces agents assurent la première intervention dans les meilleurs délais, et ont pour premier objectif de fixer ou d'éliminer la menace. Ils assurent la protection des équipes Grex lorsque les agents de niveau 3 sont présents.
3. Les forces d'intervention spécialisée (RAID, GIGN, et à Paris la BRI) donnent l'assaut final qui doit neutraliser les tueurs.

Lors de l'assaut, seules les équipes de niveau 3 sont en zone d'exclusion (rouge), soutenues par les équipes de niveau 2 en zone contrôlée (orange). Les équipes de niveau 1 sécurisent l'intervention (zone de soutien, verte). En début d'intervention, toutes les unités doivent intervenir pour réduire la menace si elles en ont la possibilité. Le Grex interviendra en zone contrôlée, appuyé par des niveaux 2, et les autres moyens sapeurs-pompiers seront positionnés en zone de soutien.

comme des pansements 3 côtés ou du matériel de bourrage. Dès que le corridor d'extraction est à nouveau praticable, on lâche tout le matériel et on reprend les extractions. »

« Il faut avoir une variété de matériel assez large pour couvrir tous les cas de figure, en extraction comme en évacuation, et nous faisons évoluer notre réflexion en permanence au fil des manœuvres », poursuit un autre formateur, SP ancien militaire secouriste au combat. Du matériel innovant à la reprise d'outils militaires en passant par des adaptations locales, tout est bon à prendre. « Seul le résultat compte. Le tout est d'avoir un débit d'extraction le plus important possible. »



Concours du GIGN

Pour le GIGN justement, ce travail en complémentarité avec les sapeurs-pompier est un vrai plus. « Sur ce type d'opérations, il y a une "guerre du temps". Notre but est de sauver des vies, et si les sapeurs-pompier arrivent 45 minutes après nous et ne trouvent que des morts, il n'y a aucun intérêt », résume le patron de l'unité toulousaine. « Nous devons donc nous connaître, acculturer les soldats du feu à nos contraintes techniques, et grâce à ce dispositif nous pourrions sauver beaucoup de vies. Tout cela

se gagnera avec les forces de l'ordre de niveau 1, 2, et 3 (voir encadré, ndlr), et avec des SP formés. Il est important pour nous de travailler entre spécialistes, car nous retrouverons les SP que nous formons sur les lieux des opérations. Ce n'est pas forcément le cas dans des petits départements, où pour bien faire nous devrions former l'ensemble des SP du Sdis. Et nous n'avons ni le temps, ni la vocation de formations à de telles échelles. »

Travailler avec le RAID

Son homologue du RAID partage le même point de vue sur la complémentarité entre les sapeurs-pompier et les forces de l'ordre. Il ajoute : « Nous avons tout intérêt à ce que l'intervention dure le moins de temps possible, et dans ce but l'évacuation rapide des victimes est un atout majeur pour nous. On a pu le voir sur l'attentat du Bataclan, où des policiers ont été mobilisés pour des opérations de sauvetage ou de brancardage, ce qui a ralenti nos missions. Un autre gros avantage est que l'on n'a pas besoin d'expliquer aux sapeurs-pompier nos missions en début d'opération, vu que les membres du Grex savent où et comment se placer, se coordonner avec nos équipes, et ont même une certaine autonomie sur l'opération. Aujourd'hui, l'interconnexion est bien faite, et on n'a plus qu'à travailler sur des détails. »

« Il est capital que chacun connaisse son travail, son rôle et les différents niveaux d'intervenants qu'il va

retrouver sur les lieux afin de travailler avec le maximum de sécurité et d'efficacité », confirme le capitaine Le Coq. Justement, au rayon des nouveautés de cette seconde session, les SP sont sécurisés sur certaines manœuvres par le PSIG et la BAC, qui font partie des unités de niveau 2, avec le concours du GIGN à l'avant du groupe. Soit un dispositif correspondant exactement à celui qui devra être mis en place en intervention. « Le plus difficile pour les SP est de changer de vision de l'intervention, car ici, contrairement à notre habitude, nous ne dirigeons pas les opérations, mais nous sommes concourants des forces de l'ordre. »

« Il faut accepter de devoir se replier sans avoir sauvé tout le monde si la situation l'exige », confirme un stagiaire. « Cela ne fait pas partie de notre mentalité, et c'est difficile à encaisser », lâche un autre caporal, mâchoire serrée, qui vient d'en faire l'expérience sur une manœuvre.

Réalisme oblige

Car les formateurs ont pour volonté de coller au plus près de la réalité, et donc au stress opérationnel que peuvent ressentir les sapeurs-pompier engagés sur ces interventions. Confrontés aux hurlements d'un blessé qui gît, la main posée sur ses viscères, près d'une autre victime grièvement blessée au visage qui implore que l'on vienne l'aider, le tout sur fond d'explosifs et de tirs d'armes à feu, les secouristes et les forces de l'ordre sont sous pression. « Les mises en situation

sont parfois un peu éprouvantes, et l'on doit s'adapter en permanence », témoigne un chef d'unité. « À tel point que les formateurs nous donnent beaucoup d'outils, et peu de solutions absolues. Car sur le terrain, il faudra nécessairement s'adapter. »

Témoin de cette adaptabilité, l'équipe SSSM : « Nous sommes engagés derrière les équipes, et restons en retrait pour sécuriser le Grex, mais nous pouvons assurer les premiers gestes sur les victimes en attendant leur évacuation sur le PRV si la situation se fige. En gros, on s'adapte aux événements et aux ordres du chef d'unité », résume un infirmier.

Manœuvre multisites

En fin de stage, les membres du Grex sont recensés pour participer à une manœuvre multisites d'envergure à Tarbes, en complément de Sdis limitrophes, en particulier du 65. « Nous sommes en contact avec les départements voisins et les groupes en cours de création. En cas de crise, tous s'assisteront mutuellement », signale le capitaine Le Coq.

« Cette formation permet vraiment de démystifier ces unités spéciales, les armes ou le matériel de secours au combat, conclut un équipier. Et cela nous apprend à être très libres et adaptables dans nos choix, tout en disposant de toute une palette d'outils et de conseils. »

Une formation qui n'en est qu'à ses débuts, et qui verra de nombreuses unités issues de mondes différents se former et s'entraîner ensemble. ■

L'originalité du Grex 31

L'originalité du GREX toulousain tient en plusieurs points. « Nous travaillons avec les deux composantes, RAID et GIGN, ce qui est unique en France à l'exception de la capitale. La durée et le contenu de la formation sont également originaux, puisqu'elle se tient en une semaine, encadrée par des moniteurs du RAID et du GIGN qui proposent une manœuvre en fin de formation avec chacune de leurs unités complètes, mais aussi des manœuvres avec le PSIG, ou prochainement la BAC. Enfin, le contenu a été élaboré directement avec ces deux unités spéciales, en y adjoignant des SP qui possédaient des connaissances en secours au combat, de par leur passage précédent dans des unités militaires. À terme, ce sont 70 SP qui seront formés, dont 18 chefs d'unité, et une dizaine de personnels du SSSM, infirmiers ou médecins. »

Il faut accepter de devoir se replier sans avoir sauvé tout le monde si la situation l'exige. »

Génèse du Grex

À l'image de l'unité toulousaine, de nombreux départements mettent actuellement sur pied des équipes d'extraction. Cet élan fait suite aux attentats de ces dernières années, en particulier ceux du Bataclan, à la mise en place de la doctrine opérationnelle qui en découla, et aux nombreuses réflexions qui ont eu lieu à travers la France en préparation de l'Euro 2016. À Toulouse, les premiers matériels dont a été doté le Sdis ont été les 20 gilets pare-balles et leurs casques, fournis courant 2016 par l'État. L'implantation d'une unité du RAID, qui rejoint le GIGN déjà installé dans la ville rose, amena dans le même temps le Sdis à affiner ses contacts et à créer une formation. « Cet élan a été tout d'abord local, grâce à une volonté de notre hiérarchie et à une bonne entente interservices, retrace le capitaine Le Coq. Les forces de l'ordre ne considèrent pas que les sapeurs-pompier sont une contrainte qui entraverait leurs mouvements. Au contraire, ici on cherche à avoir une bonne coordination. »

L'histoire locale n'est peut-être pas étrangère à cette volonté de progresser ensemble.

« À Toulouse, nous ne pouvons pas ignorer la menace terroriste, surtout depuis les attentats de Mohammed Merah en 2012. »

« Ça a été assez simple de convaincre les agents », reprend le capitaine Le Coq. « Nous leur avons simplement expliqué les missions, et le fait que nous allions sous protection des forces de l'ordre en zone contrôlée, et pas en zone d'exclusion. Nous n'avons finalement eu que cinq refus sur 70 "Geldeurs" (Geld, Groupe d'exploration de longue durée, ndlr). »

« Il me paraissait impossible de ne pas y aller », témoigne un caporal. « Beaucoup d'entre nous ont conscience de l'augmentation de la menace terroriste, et demain ces événements peuvent toucher ma famille. Nous sommes d'une génération qui a vécu loin de la guerre, mais les attentats du Bataclan ont amené cette violence près de nous. On se doit donc de contribuer à lutter contre tout cela, surtout quand on voit que des gestes très simples peuvent sauver des vies, comme la pose d'un garrot... »

« Les unités spécialisées des forces de l'ordre voulaient travailler avec des groupes constitués, qui se connaissent et qui ont su montrer une capacité à s'engager. Nous avons donc pris comme base l'unité Geld, qui était préexistante. » Cette unité, qui est engagée sur feux ou sur reconnaissances de longue durée sous ARI, est composée de 70 SP répartis sur l'ensemble des CS de l'agglomération toulousaine. Avec des modalités de déclenchement préétablis, une hiérarchisation comptant des chefs d'unité, des tests physiques et de motivation pour intégrer le groupe, tout était en place pour y ajouter le Grex. « D'autant qu'au Geld, nous portons l'ARI sur de longues durées, ce qui n'est pas sans rappeler le port des gilets pare-balles et les efforts que nous faisons sur les extractions », témoigne un participant. « Et les techniques d'extraction sont parfois les mêmes que lors d'un sauvetage de sauveteur au Geld, tout comme la constitution des groupes, ou le travail avec un chef d'unité engagé avec les binômes. » L'unité est constituée de SPP et de SPV, hommes et femmes ayant répondu aux mêmes exigences, et tous sont mobilisables en permanence pour assurer un départ Grex.



Quand le Bataclan et Nice se rejouent

Plus de 400 personnes ont participé à un exercice attentat multi-sites de grande ampleur, à la mi-novembre, à Vandœuvre-lès-Nancy et Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle). Les scénarios étaient directement inspirés des attentats de Nice et du Bataclan à Paris. Depuis lors, les forces de l'ordre et les services de secours ont dû adapter leurs modes de fonctionnement à cette nouvelle menace terroriste.

Reportage **Stéphane Gautier**

À 9 h 17, le centre opérationnel de la gendarmerie reçoit un appel d'une personne indiquant avoir vu cinq hommes armés se diriger vers un centre culturel en périphérie de Nancy, l'espace Jean l'Hôte à Neuves-Maisons. Après avoir tiré sur des passants, ils se retranchent et prennent des otages dans la salle culturelle. Derrière eux, le chaos. Cet événement fait écho à d'autres faits : une heure plus tôt, sur la commune de Vandœuvre-lès-Nancy, un véhicule bélier avait percuté des étudiants sur le campus universitaire de Nancy, faisant plus d'une dizaine de victimes. On est bel et bien dans une phase d'attentats sur deux sites. À Neuves-Maisons, l'atmosphère se veut très réaliste : les victimes sont maquillées, elles présentent toutes

des traumatismes lourds par balles, chacune porte autour du cou une affiche avec le détail de ses blessures. Dans la rue, aux abords de la salle Jean l'Hôte, les cris et les appels au secours fusent. Adossé au pare-chocs d'une voiture, un couple agonise alors que les gendarmes en patrouille arrivent sur les lieux. Leur progression, armes à la main, est à la fois rapide et prudente. À cet instant le temps semble suspendu, les primo-intervenants prennent conscience du poids des décisions et de l'impact des actions qu'ils vont devoir mener. Il leur faut à la fois faire cesser la tuerie, protéger et faire évacuer les blessés tout en faisant remonter les informations. Sans délai, une réaction opérationnelle est déclenchée avec montée en puissance des moyens. En parallèle, le Codis est informé, et le premier fourgon se présente sur les lieux. Les sauveteurs se tiennent dans un premier temps à distance sur un point de regroupement des secours. En cas d'attentat, les services de secours sont « forces concourantes » ; l'intervention s'opère sous le commandement des forces de l'ordre (le COPG, Commandant des opérations police gendarmerie). Telles sont les directives du schéma national d'intervention en cas d'attentat.

Mise en scène réaliste

Les victimes touchées dans la rue sont traitées par les sapeurs-pompiers après avoir été contrôlées par les

Les intervenants

Services de la direction départementale de la sécurité publique, du groupement de gendarmerie ; Antenne RAID de Nancy ; Centre de déminage de Metz ; Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Nancy ; Sdis 54 ; Samu ; personnel du CHRU de Nancy ; Associations agréées de sécurité civile.



Interview croisée

Chef du RAID, unité de Nancy, COIS (commandant des opérations des interventions spécialisées), et capitaine Nabil Roubache, officier de liaison du COIS du Sdis 54

SPF - Le Mag : Quelle est l'efficacité de la relation entre le COIS et l'officier de liaison COIS ?

Chef RAID : Notre objectif principal est de sauver des vies le plus vite possible en préservant la sécurité des intervenants, qu'ils soient policiers, gendarmes ou sapeurs-pompiers. C'est la raison pour laquelle les SP sont protégés, on ne peut pas les faire entrer dans la zone de combat, la zone rouge. La manœuvre est d'être au plus près au plus vite dans cette zone rouge, mais toujours en zone orange pour faire travailler dans un corridor sécurisé les Grex. L'enjeu est que les UA ne passent pas en DCD, ni les UR en UA. Les Grex sont très proches des forces d'intervention de deuxième niveau, l'officier de liaison COIS et moi-même ne nous quittons pas. Cette proximité me permet de lui donner à la voix des instructions de manière à ne pas avoir les interférences radio. Cette proximité physique permet de gagner du temps, ça fait une boucle plus courte et rapide.

Capitaine Nabil Roubache : Il faut bien comprendre que l'enjeu est de coordonner nos actions pour notre objectif commun, qui est de sauver un maximum de victimes. En ce sens, il faut résoudre l'équation, ne pas s'exposer au feu et malgré tout sauver les victimes le plus tôt possible. On sait précisément que la victimologie de ce genre d'intervention est très lourde, les blessés saignent abondamment et exigent la mise en place du damage control.

Il faut vraiment trouver ce compromis entre « je vais chercher les victimes le plus tôt, le plus vite possible pour les extraire et les médicaliser », tout en étant protégé sans s'exposer au feu. Cette équation est résolue justement par le lien entre le COIS et l'officier de liaison Sdis, en permettant d'optimiser notre engagement en toute sécurité.

Quels bénéfices retirez-vous de cet exercice ?

Chef RAID : Ce type d'exercice permet d'affiner les procédures des méthodes de travail. Nous, notre mission est de neutraliser ou confiner la menace; tant que cela n'est pas effectué, on ne peut pas exposer les sapeurs-pompiers. Nous devons faire avancer la zone orange (zone dite contrôlée, partiellement sécurisée par les forces de l'ordre, ndr) même si les terroristes ne sont pas neutralisés. Il faut gagner du terrain. Ce qu'il faut éviter, c'est le ramassage. On parle d'extraction, c'est une nuance mais qui a son importance dans un tel contexte: il s'agit de faire du damage control pendant une action en cours. Dans le cadre de cet exercice, il y avait du gilet explosif, il fallait extraire au plus vite les victimes et les envoyer dans une zone plus sécurisée.

Capitaine Nabil Roubache : Sur cet exercice, le damage control a été réalisé au PRV, qui est un lieu sécurisé, et ensuite nous avons fait une noria de victimes vers le PMA. D'habitude, nous les sapeurs-pompiers sommes COS; là, il faut inverser, on est sous les ordres du COPG (commandant des opérations de police et de gendarmerie) et du COIS puisqu'il s'agit d'une intervention anti-terroriste et non de secours, du moins dans un premier temps. Il y a une mécanique intellectuelle à intégrer, et grâce à ce type d'exercice on arrivera à l'éprouver.



forces de l'ordre pour lever le doute sur une éventuelle présence de terroristes parmi elles. Pour l'heure, les secours peuvent intervenir à l'extérieur dans les rues adjacentes hors de portée des assaillants, confinés à l'intérieur du bâtiment.

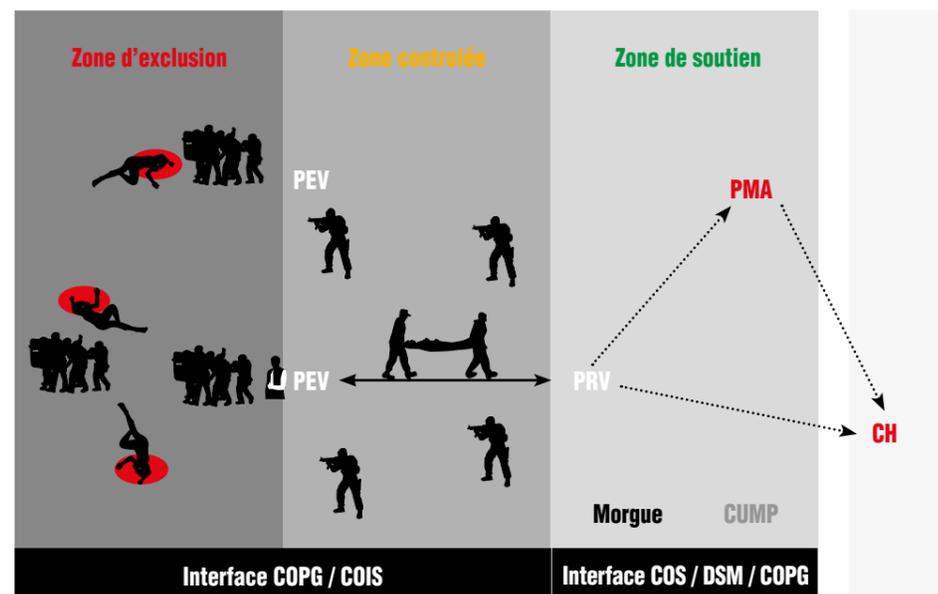
Dans la salle de spectacle, plongée dans le noir, un bruit assourdissant

de rafales d'armes automatiques (des enregistrements diffusés par la sono) se mêle aux hurlements des figurants et aux ordres criés par des gendarmes du Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG), qui attendent l'arrivée des policiers du RAID. L'atmosphère est glaçante!

Devant la menace toujours présente,



Les différentes zones



impossible pour les secouristes de s'engager davantage. Malgré tout, « c'est une course contre le temps », observe le colonel Gwendal Durand, patron des gendarmes du département et commandant des opérations (COPG), depuis le PC installé en mairie, à deux pas de celui du Sdis 54, dans la zone dite de « soutien ».

Le Grex

« Lors d'événements qui sortent du cadre normal de nos interventions comme une agression de type voiture bélier ou armes à feu, la priorité pour nos sapeurs-pompiers c'est la sécurisation par les forces de l'ordre pour intervenir. Le Grex, groupement extraction, est notre réponse. Ce sont des sapeurs-pompiers que nous équipons (gilets pare-balles, casques lourds) et entraînons de manière à pouvoir extraire les victimes et

pratiquer du damage control. Les équipes spécialisées de police nous assurent des circuits sécurisés pour pouvoir extraire des victimes alors même que l'ensemble du site n'est pas forcément sécurisé », décrit le colonel Horb, directeur départemental adjoint du Sdis 54.

Près de cent sapeurs-pompiers sont formés dans le département de manière à pouvoir mobiliser douze à quatorze hommes 24h/24h. À l'arrière, en « zone verte », le PRV et le PMA sont activés.

Les hommes du RAID tout juste arrivés de Vandœuvre-lès-Nancy (attentat à la voiture bélier) se mettent en place, organisent leur intervention et se coordonnent avec les Grex (cf. encadré). L'objectif des sapeurs-pompiers est de sauver des vies très rapidement. La manœuvre s'engage. Alors que des groupes de policiers

PEV : point d'évacuation des victimes.
PRV : point de rassemblement des victimes.
PMA : poste médical avancé.
CH : centre hospitalier.
COPG : commandant des opérations de police ou de gendarmerie.
COIS : commandant des opérations d'intervention spécialisée (police ou gendarmerie).
COS : commandant des opérations de secours.
DSM : directeur des secours médicaux.
CUMP : cellule d'urgence médico-psychologique.

L'équipement Grex

Le Grex est le premier maillon des secours en cas d'attentat, intervention rapide et brève pour convoyage des victimes au PRV avec ou sans mise en œuvre du damage control.

Le fonctionnement se fait en binôme. Le chef d'équipe Grex porte : un casque balistique avec lunettes; une radio avec oreillette; un gilet pare-balles qui protège devant, derrière et sur les flans; un garrot pour lui-même s'il est touché par une balle; une sangle de type lot de sauvetage qui peut servir pour l'extraction des victimes; un kit damage control. Même tenue pour l'équipier, sans le kit damage control ni la radio.

Ils ont deux types de brancards : des barquettes avec de grosses roulettes, idéales pour des grandes distances sur le plat, et des brancards semi-rigides, idéals pour les escaliers.

sont au contact pour neutraliser les agresseurs en zone rouge, d'autres protègent, armes en main, des binômes du Grex équipés de barquettes à grosses roulettes pour extraire au plus vite des blessés de la zone orange et les acheminer au point de rassemblement des victimes.

Un peu avant 11 heures, tous les blessés sont évacués. En vie pour certains, mais avec une affiche « DCD » attachée autour du cou pour d'autres. Une demi-heure plus tard, l'info tombe au PC : « site sécurisé ». Le centre culturel devenu scène de guerre devient une scène de crime, les forces de sécurité et les secouristes laissent la place au SRPJ de Nancy pour les besoins de l'enquête de police judiciaire. ■

